

Enquête canadienne sur la situation des entreprises, premier trimestre de 2023

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 27 février 2023

Le produit intérieur brut réel a connu une légère hausse de 0,1 % en novembre, après avoir légèrement progressé de 0,1 % en octobre. Bien que les pressions inflationnistes aient lentement ralenti depuis le sommet de 8,1 % atteint par l'Indice des prix à la consommation (IPC) en juin 2022, elles restent néanmoins plus élevées que les tendances historiques récentes, après avoir augmenté de 5,9 % d'une année à l'autre en janvier 2023. De plus, en janvier, l'emploi a progressé de 150 000 (+0,8 %), alors que le taux de chômage est resté stable et s'est chiffré à 5,0 %, juste au-dessus du creux record de 4,9 % atteint en juin et en juillet 2022.

Dans ce contexte macroéconomique, Statistique Canada a mené l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises de janvier au début de février 2023. L'enquête permet de recueillir des renseignements sur l'environnement dans lequel les entreprises exercent actuellement leurs activités ainsi que sur leurs attentes concernant l'avenir.

Au cours des trois prochains mois, les entreprises continuaient de s'attendre à devoir composer avec divers obstacles (voir la note aux lecteurs) liés aux chaînes d'approvisionnement, à la hausse de l'inflation et à l'augmentation des coûts des intrants, ainsi qu'à l'embauche et au maintien en poste. Toutefois, certaines des pressions auxquelles sont confrontées les entreprises se sont atténuées par rapport au trimestre précédent.

Plus de 1 entreprise sur 4 (26,3 %) était confrontée à des difficultés liées au maintien des niveaux de stocks ou à l'acquisition d'intrants, de produits ou de fournitures, que ce soit au pays ou en provenance de l'étranger. De plus, un cinquième (20,3 %) des entreprises s'attendaient à ce que ces défis prennent de l'ampleur à court terme. Au cours des trois prochains mois, la moitié des entreprises s'attendaient à ce que leurs dépenses d'exploitation augmentent, 1 entreprise sur 3 s'attendait à une diminution de leur rentabilité, près de 1 sur 3 s'attendait à une augmentation des prix qu'elles facturent, et 4 sur 5 s'attendaient à ce que leur nombre d'employés reste le même.

Moins d'entreprises s'attendent à être confrontées à des défis liés à la chaîne d'approvisionnement et moins d'entreprises s'attendent à ce que les défis liés à la chaîne d'approvisionnement prennent de l'ampleur

Plus du quart (26,3 %) des entreprises s'attendaient à des défis quelconques liés à la chaîne d'approvisionnement au cours des trois prochains mois, en baisse par rapport au trimestre précédent (29,8 %). Les entreprises du commerce de gros (47,4 %) et du commerce de détail (41,2 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à divers défis liés à la chaîne d'approvisionnement au cours des trois prochains mois.

Parmi les entreprises qui s'attendaient à être confrontées à des défis quelconques liés à la chaîne d'approvisionnement au cours des trois prochains mois, près des deux cinquièmes (39,6 %) ont déclaré que les défis auxquels elles ont été confrontées ont pris de l'ampleur au cours des trois derniers mois, en recul par rapport à la proportion de 52,0 % des entreprises enregistrée au quatrième trimestre de 2022.

Alors qu'un cinquième (20,3 %) des entreprises s'attendaient à ce que les défis liés à la chaîne d'approvisionnement prennent de l'ampleur au cours des trois prochains mois, 2 entreprises sur 3 (66,9 %) s'attendaient à ce que la situation demeure à peu près la même et plus de 1 sur 10 (12,8 %) s'attendait à ce que les défis s'amenuisent. Il s'agit d'une amélioration par rapport au trimestre précédent, lors duquel 29,8 % des entreprises s'attendaient à ce que les défis liés à la chaîne d'approvisionnement prennent de l'ampleur, 57,8 % d'entre elles s'attendaient à ce que les défis demeurent à peu près les mêmes, et 12,4 % d'elles s'attendaient à ce que les défis s'amenuisent.



Les entreprises s'attendent à devoir composer avec des obstacles liés à la hausse de l'inflation et des coûts

De nombreuses entreprises s'attendaient à continuer d'éprouver des difficultés en raison de la hausse de l'inflation et des coûts liés aux intrants. Les prix des matières brutes achetées par les fabricants exerçant des activités au Canada, mesurés par l'Indice des prix des matières brutes, **ont augmenté de 1,2 % d'une année à l'autre en janvier 2023, après avoir affiché une augmentation de 7,5 % d'une année à l'autre en décembre 2022.** Parallèlement, les salaires horaires moyens ont progressé de 4,5 % d'une année à l'autre en janvier, en baisse par rapport à la hausse de 4,8 % observée en décembre (données non désaisonnalisées).

La hausse de l'inflation est demeurée le principal obstacle auquel s'attendaient les entreprises au cours des trois prochains mois (voir la note aux lecteurs) : près de 3 entreprises sur 5 (58,1 %) s'attendaient à ce qu'elle constitue un obstacle, particulièrement les entreprises dans les secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (67,6 %), des services d'hébergement et de restauration (67,5 %) et de l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (64,6 %).

La hausse du coût des intrants, y compris la main-d'œuvre, le capital, l'énergie et les matières premières, était le deuxième obstacle le plus attendu, 45,7 % des entreprises s'attendant à ce qu'il constitue un obstacle. Les entreprises des services d'hébergement et de restauration (68,2 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à ce que ce soit un obstacle, suivies des entreprises des secteurs de l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (66,8 %) et de la fabrication (66,2 %). Après avoir atteint un sommet au premier trimestre de 2022, le nombre d'entreprises qui s'attendaient à ce que la hausse du coût des intrants soit un obstacle est demeuré relativement stable au premier trimestre de 2023.

Dans l'ensemble, 2 entreprises sur 5 (40,2 %) s'attendaient à ce que la hausse des taux d'intérêt et des coûts liés à la dette constitue un obstacle au cours des trois prochains mois. Environ la moitié des entreprises des secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (54,1 %), des services immobiliers et des services de location et de location à bail (50,8 %) et du transport et de l'entreposage (49,8 %) s'attendaient à ce qu'elle soit un obstacle.

Parmi les entreprises qui s'attendaient à ce que la hausse des taux d'intérêt et des coûts liés à la dette soit un problème au cours des trois prochains mois, près de la moitié (45,7 %) s'attendaient également à augmenter le prix de vente des biens ou des services offerts en conséquence. Les autres répercussions comprennent la réduction des investissements (31,1 %), le report de l'embauche (21,9 %) et la diminution du nombre d'employés (11,0 %). Cependant, 30,7 % de ces entreprises ne s'attendaient à aucune répercussion même si elles s'attendaient à une hausse des taux d'intérêt.

Le nombre d'entreprises prévoyant augmenter leurs prix au cours des trois prochains mois reste essentiellement inchangé par rapport au trimestre précédent

En janvier 2023, l'IPC canadien a augmenté de 5,9 % d'une année à l'autre, après avoir atteint un sommet de 8,1 % en juin 2022. Au cours des trois prochains mois, près de 1 entreprise sur 3 (32,9 %) s'attendait à augmenter ses prix, ce qui représente une proportion essentiellement inchangée par rapport à celle de 32,4 % affichée au quatrième trimestre de 2022. Près de la moitié des entreprises dans le secteur du commerce de détail (50,1 %), suivies des entreprises des services d'hébergement et de restauration (48,5 %) et du commerce de gros (44,6 %), ont indiqué qu'elles prévoyaient hausser leurs prix au cours des trois prochains mois.

De plus, près de la moitié (47,0 %) des entreprises prévoyaient augmenter les prix de leurs biens et services au cours des 12 prochains mois. Cependant, la majorité de ces entreprises prévoyaient une augmentation des prix inférieure au sommet du taux d'inflation observé en juin 2022 (8,1 %). Plus précisément, 30,4 % des entreprises prévoyaient augmenter les prix des biens et services offerts de 7 % ou moins au cours des 12 prochains mois, alors que 16,6 % prévoyaient augmenter les prix de 8 % ou plus. Parallèlement, plus de 1 entreprise sur 4 (27,4 %) était indécise. Les entreprises des secteurs des services d'hébergement et de restauration (27,3 %), de la fabrication (22,6 %) et des autres services (sauf les administrations publiques) (21,3 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à une hausse des prix des biens et services offerts de 8 % ou plus. À l'inverse, les entreprises les plus

susceptibles de ne pas augmenter leurs prix au cours des 12 prochains mois étaient celles des secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale (45,1 %), de la finance et des assurances (43,2 %) ainsi que des services immobiliers et des services de location et de location à bail (41,5 %).

En ce qui concerne diverses caractéristiques des entreprises, peu de différences ont été observées par rapport au trimestre précédent. Par exemple, plus de la moitié des entreprises (51,1 %) s'attendaient à ce que la rentabilité demeure relativement inchangée au cours des trois prochains mois. Il s'agit d'une proportion semblable à celle enregistrée au trimestre précédent (52,8 %). Les attentes en matière de rentabilité future diffèrent selon le secteur. La moitié (50,3 %) des entreprises du secteur du transport et de l'entreposage prévoyaient une baisse de rentabilité. À l'inverse, 18,0 % des entreprises de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle et 17,6 % des entreprises du commerce de gros s'attendaient à une augmentation de la rentabilité.

Tableau 1
Attentes des entreprises ou des organismes au cours des trois prochains mois, quatrième trimestre de 2022 et premier trimestre de 2023

	Changement prévu, quatrième trimestre de 2022				Changement prévu, premier trimestre de 2023			
	Hausse	À peu près inchangé	Diminution	Ne s'applique pas	Hausse	À peu près inchangé	Diminution	Ne s'applique pas
	% des entreprises							
Nombre d'employés	11,5	79,6	8,9	0,0	13,5	80,0	6,4	0,0
Postes vacants	8,9	51,6	5,4	34,0	8,0	50,1	6,0	35,8
Ventes des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	16,6	60,5	18,8	4,1	19,1	62,1	14,9	3,9
Prix de vente des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	32,4	58,0	5,3	4,3	32,9	57,0	5,9	4,3
Demande pour les produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	21,2	61,4	17,4	0,0	21,4	62,8	15,8	0,0
Rentabilité	9,5	52,8	34,4	3,3	10,8	51,1	34,6	3,5

Source(s) : Tableaux 33-10-0602-01 et 33-10-0634-01.

Les entreprises continuent de rencontrer des obstacles liés à la main-d'œuvre

Dans un contexte de demande de main-d'œuvre élevée, les conditions récentes du marché du travail se sont caractérisées par de faibles taux de chômage et des niveaux élevés d'activité chez les personnes du principal groupe d'âge actif des 25 à 54 ans. [En janvier 2023, parmi les personnes âgées de 25 à 54 ans, le taux de chômage était de 4,3 % pour les hommes et de 4,0 % pour les femmes, alors que le taux d'activité se chiffrait à 88,9 %.](#) Près de 2 entreprises sur 5 (39,7 %) s'attendaient à devoir faire face à des obstacles liés au recrutement et au maintien en poste d'employés qualifiés au cours des trois prochains mois. Cela était particulièrement vrai pour les entreprises des services d'hébergement et de restauration (51,3 %), des services administratifs, des services de soutien, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement (51,2 %), de la fabrication (49,8 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (47,5 %).

Parmi les 39,7 % des entreprises qui s'attendaient à devoir surmonter des obstacles liés au recrutement ou au maintien en poste d'employés qualifiés au cours des trois prochains mois, la majorité s'attendait à ce que ces défis aient une incidence moyenne (38,9 %) ou élevée (34,0 %) sur leur capacité à offrir des biens et des services. Parallèlement, 14,2 % des entreprises ont déclaré que ces défis avaient de faibles répercussions, tandis que 3,4 % ont indiqué qu'il n'y aurait pas de répercussions et 9,4 % étaient indécis.

Les obstacles liés à la main-d'œuvre ont eu une incidence sur les plans d'embauche des entreprises. En fait, la proportion d'entreprises qui s'attendaient à augmenter le nombre de leurs employés est en baisse depuis le deuxième trimestre de 2022, quand 18,1 % des entreprises prévoyaient augmenter le nombre de leurs employés. Cette proportion a diminué pour s'établir à 13,5 % au premier trimestre de 2023.

Les perspectives sur la santé des entreprises sont relativement inchangées

Au total, 7 entreprises sur 10 (70,4 %) ont indiqué ne pas avoir l'intention de demander un nouveau financement par emprunt au cours des trois prochains mois. Parmi ces entreprises, 56,4 % avaient la capacité de s'endetter davantage, alors que 26,4 % en étaient incapables. Parmi les entreprises qui ne pouvaient pas s'endetter davantage, 52,9 % ont mentionné des taux d'intérêt défavorables et 35,6 % ont indiqué le manque de confiance ou l'incertitude quant aux ventes futures comme raison de ne pas s'être endettées davantage.

Les perspectives demeurent relativement inchangées par rapport à celles du trimestre précédent : plus des deux tiers (67,5 %) des entreprises ont déclaré être soit très optimistes, soit plutôt optimistes quant à leur avenir au cours des 12 prochains mois. Les entreprises les plus susceptibles d'être optimistes quant à leurs perspectives étaient celles des secteurs des arts, des spectacles et des loisirs (76,6 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (75,8 %).

Note aux lecteurs

Les données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises sont maintenant accessibles. Les tableaux présentent les données à l'échelle nationale, provinciale et territoriale, selon le secteur d'activité, la taille de l'effectif, le type d'entreprise et le propriétaire majoritaire. Les données sont également offertes sur demande pour les 20 plus grandes villes du Canada.

Les résultats de cette enquête s'appliquent à toutes les entreprises ayant des salariés au Canada. L'enquête est menée tous les trimestres afin de recueillir des données auprès des entreprises au Canada de manière plus efficace et plus rapide qu'au moyen des méthodes d'enquête traditionnelles.

L'enquête la plus récente a été menée du 3 janvier au 6 février 2023. Les répondants ont été questionnés à propos de leurs attentes pour la période des trois prochains mois. Par conséquent, cette période des trois prochains mois peut s'échelonner du 3 janvier au 6 mai 2023, selon la date de la réponse de l'entreprise.

Statistique Canada souhaite remercier tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui ont pris le temps de répondre aux questions de la présente enquête. Leur participation a permis de mieux comprendre l'économie et les entreprises canadiennes.

Tableaux disponibles : [33-10-0633-01](#) à [33-10-0660-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5318](#).

L'infographie intitulée « [Situation des entreprises au Canada, premier trimestre de 2023](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Infographies (11-627-M)*, est maintenant offerte.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).